



Contact :
Audrey Baudeau
01 40 21 14 21 - 06 77 14 75 96
cnajep@cnajep.asso.fr

Action publique 2022 : quand l'Etat réorganise ses missions et ses services au détriment des territoires et de leurs acteurs !

Communiqué de presse, le 11 décembre 2018

Le Cnajep avait déjà alerté dans le cadre d'un communiqué en octobre dernier du risque de disparition des missions de l'Etat en territoire en matière de jeunesse, d'éducation populaire et de vie associative.

Aujourd'hui, **le Cnajep tire la sonnette d'alarme** car au-delà du secteur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, **il s'agit pour le gouvernement de changer profondément son modèle d'action et de transformer ses services publics**. Après la Révision générale des politiques publiques de 2007 (RGPP), la modernisation de l'action publique de 2012, **Action publique 2022 vise à repenser le modèle en interrogeant en profondeur les métiers de l'Etat et les modes d'action publique**.

Le Gouvernement a tout simplement pour objectif de bâtir un nouveau modèle de conduite des politiques publiques sans lui !

Tout ceci n'est pas nouveau mais le gouvernement actuel accélère ce processus en l'axant sur la concentration de ses services et la suppression de postes et de métiers publics, la dématérialisation de la relation aux citoyen.ne.s et à la société civile, le transfert de ses missions vers les collectivités locales. De façon tout aussi inquiétante, il impulse la création d'agences nationales ou territoriales qui favorisent la technocratisation et l'opacité au détriment d'un contrôle citoyen et d'un travail collectif d'élaboration des politiques publiques avec l'Etat, les collectivités locales, les associations et les citoyen.es. D'autre part, il transfère aux entreprises des missions du service public au risque d'inégalités de traitement ou de défauts de confidentialité.

Quelles seront les conséquences concrètes de cette réorganisation ? Un éloignement des services d'Etat des citoyens, des territoires, des associations, des jeunes, des personnes les plus précarisées...

Dans le contexte actuel où la mobilisation des citoyen.es est forte et appelle à des mesures du gouvernement pour le pouvoir d'achat, pour la justice fiscale, pour l'équité territoriale, l'Etat peut-il se passer de services publics de proximité et de qualité pour engager et animer ses politiques publiques ?

**Oui à des services publics au plus près des besoins des citoyen.nes et des territoires,
Non au désengagement de l'Etat au profit des agences et des entreprises !**

Le Cnajep, Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, fédérant 74 organisations nationales (soit 630 000 associations en activité, 6 300 000 bénévoles), qui œuvrent au quotidien, avec et pour toutes et tous, sur tout le territoire autour de projets éducatifs, culturels, artistiques, sportifs et citoyens, ...